

GAP

Une moto est prise en chasse par la police

» Le motard et son passager, sans casque, n'ont pas réussi à échapper aux forces de police, mercredi, à Gap. Lorsque les fonctionnaires leur demandent de stopper le deux-roues, rue d'Embrun, l'équipage fait mine de s'arrêter avant d'accélérer. Les policiers prennent en chasse la moto et réussissent à la rattraper, route des Fauvins. Le passager, ivre, doit être transporté aux urgences. Le pilote présente, lui, un taux d'alcoolémie de 1,98 gramme par litre de sang.

ISÈRE

Deux parapentistes gravement blessés

» Le Peloton de gendarmerie de haute montagne de Briançon (PGHM) est intervenu à deux reprises, hier, en Isère, pour deux accidents graves de parapente. Vers 11 heures, pour un homme de 55 ans qui, après son décollage, a percuté une barre rocheuse dans la commune de Monestier-de-Clermont. Le quadragénaire a réussi à se poser dans un champ. Pris en charge par les secouristes, il souffre des membres inférieurs, du dos et des côtes. Le PGHM a ensuite pris la direction de la Dent de Crolles, à Saint-Pancrasse. Cette fois-ci, un parapentiste de 43 ans avait chuté après le décollage vers 16 heures. Il a alerté les secouristes qui ont procédé à une phase de recherche pour le retrouver. Lui aussi blessé gravement, il a été touché aux membres inférieurs et souffre d'un traumatisme au bassin. Les deux victimes ont été hélicoptérées vers l'hôpital de La Tronche.

ROBOT DE TONTE



38, route des Eyssagnières - GAP - Tél. 04 92 51 48 05

648531500

VOTRE RÉGION

BRIANÇON | Le centre hospitalier des Escartons doit mettre en application un drastique contrat de retour à l'équilibre financier

Cinq millions d'euros à économiser : « c'est difficile mais réalisable »

Le centre hospitalier des Escartons à Briançon doit mettre en application un énième contrat de retour à l'équilibre financier et donc mettre un terme à son déficit structurel de 8,3 millions d'euros. C'est une injonction de l'Agence régionale de santé (ARS) en échange d'une aide de 3,3 millions d'euros par an jusqu'en 2018. Reste donc 5 millions d'euros d'économies à réaliser. Pas simple avec une dette de 35 millions d'euros sur les bras. Pierre-Charles Pons, administrateur provisoire de l'établissement de santé, détaille le contenu de ce plan de redressement.

→ C'est le quatrième contrat de retour à l'équilibre financier (Cref) soumis à l'ARS depuis 2008. Les précédents ont échoué. Pourquoi celui-ci aboutirait-il ?

« Il est peut-être plus complet que les précédents. Car il aborde un sujet déterminant : le dimensionnement de l'établissement. Aussi, c'est le premier Cref qui engage financièrement l'ARS. Dans ces conditions, je pense que ce Cref peut aboutir, mais nous ne sommes jamais à l'abri d'événement exogènes imprévisibles. »

→ Pour retrouver l'équilibre, il faut d'abord résoudre le déficit structurel de 8,3 millions d'euros par an. Quelles sont vos propositions ?

« Déjà, l'ARS s'est engagée à nous allouer 3,3 millions d'euros par an jusqu'en 2018, et certainement au-delà. Nous devons consentir un effort de 5 millions d'euros pour résorber le déficit, en améliorant les recettes et en diminuant les dépenses. »

→ Dans le détail, que préconisez-vous ?

« Nous avons programmé 1 million de recettes supplémentaires liées à l'augmentation de l'activité. Ça semble réalisable, car il y a des pertes d'activité en cardiologie et gastro-entérologie ces dernières années, avec le départ de médecins. Nous avons également programmé 1 million d'euros d'économies sur les dépenses de personnel médical. Pour exemple, en 2014, nous avons dépensé 1,26 million d'euros sur l'intérim médical : l'objectif du Cref, c'est de diviser cette dépense par deux. Notamment en recrutant des titulaires, qui coûtent moins cher que des intérimaires. Enfin, nous pensons réaliser 3 millions d'euros d'économies sur le personnel non médical. La réduction des effectifs est corrélée au redimensionnement de l'établissement et à la réorganisation des services. »

→ C'est de l'optimisme réaliste ou c'est la méthode Coué ?

« Pendant plusieurs années, cet hôpital a été plongé dans une spirale négative, difficile à enrayer. Cette spirale est, je le pense, derrière nous. Nous



Pierre-Charles Pons est administrateur provisoire de l'établissement de santé briançonnais. Une gouvernance qui prendra fin le 18 août avec l'arrivée d'un nouveau directeur. « Nous lui laisserons un processus d'assainissement des finances, mais nous n'avons pas de baguette magique : le déficit représente 17 % du budget, donc ça n'est pas rien. Avec l'aide de l'ARS, il y a des outils pour s'en sortir et retrouver des rythmes de progression de l'activité : ente +4 % et +5 %, c'est un objectif qui me semble raisonnable. » Photo Le D/L/G.

sommes convaincus que le redressement de cet établissement est possible, car le socle "médecine-chirurgie-obstétrique" est garanti, au moins pour dix ans, avec un vrai potentiel de développement de l'activité. »

→ Le redimensionnement de l'hôpital, ça signifie quoi ?

« Il y avait la capacité en "médecine-chirurgie-obstétrique" de 122 lits ; nous allons en conserver 95. Le redimensionnement ne concerne pas la psychiatrie, ni la gériatrie. Dans les faits, cela se traduit par des rapprochements de services comme la pédiatrie et la maternité, dès le 1^{er} août 2015. Nous allons également

réduire, dès le mois de juin, la capacité du service de chirurgie, tout en conservant la possibilité d'ouvrir des lits supplémentaires si besoin en haute saison. Enfin, nous avons déjà réduit la capacité d'accueil du service de médecine et transféré les patients en courts séjours de pédiatrie de l'Étoile des neiges vers le

plateau technique. »

→ Comprenez-vous que ces réorganisations soient diversement appréciées par le personnel, en interne ?

« Socialement, ces mesures n'ont pas été applaudies des deux mains (lire ci-dessous). Mais elles ont été acceptées, voire même comprises, car

elles sont indispensables. L'établissement souffrait d'un taux d'occupation inacceptable dans le contexte économique actuel, 30 % seulement en pédiatrie, par exemple. Réduire le nombre de lits n'est donc pas un scandale pour viser les 80 % d'occupation. »

→ Avec ce redimensionnement, comment comptez-vous absorber les saisons touristiques été/hiver, quand la population dans le nord du département est multipliée par dix ?

« Cet hiver, du 20 février au 15 mars, nous avons vécu trois semaines très difficiles, je le reconnais. La difficulté pour cet établissement, ça n'est pas de s'adapter à la haute saison, mais à la très haute saison. Nous travaillons actuellement sur ces situations exceptionnelles pour y faire face à l'avenir. Une réflexion est en cours. »

→ Vous parlez de réduction d'effectifs : combien exactement ?

« Une dizaine de personnels sont partis en 2014, il y en aura une cinquantaine en 2015 et une dizaine en 2016. Tous les secteurs sont concernés : administratif, logistique, technique et soignant. Ces départs sont complètement liés aux réorganisations de services. Il y a eu des départs à la retraite non remplacés, des départs volontaires indemnisés par l'État et des non-renouvellements de contrats. »

Propos recueillis par Yoann GAVOILLE

Les effectifs continuent de diminuer, année après année, service par service

Un an après la série de manifestations dans les rues de Briançon, la place publique n'est plus occupée par un cortège de défenseurs de l'hôpital. Mais le feu couve toujours dans les couloirs de l'établissement de santé.

Selon un représentant syndical FO qui préfère garder l'anonymat, il n'est pas exclu que de nouvelles contestations sociales éclatent rapidement. « Une fois que l'administration provisoire sera partie, la nouvelle équipe de direction entendra parler de nous, c'est sûr, car aucun problème n'a été réglé. Au contraire, ils ont empiré, avec de nouvelles baisses des effectifs. Nous dénombrons un infirmier pour 22 patients ; ça n'existe nulle part ailleurs ! L'hôpital, c'est comme un château de cartes : si on enlève la base, alors tout s'effondre. Et c'est ce qui est en train de se passer. Nous courons à la catastrophe. Le personnel travaille avec un chronomètre, personne ne se soucie de l'humain. J'ai reçu une multitude de courriers d'agents qui rentrent chez eux en pleurs. Les personnels sont



L'administrateur provisoire de l'hôpital reconnaît que « la baisse des effectifs a atteint la limite possible ».

à bout, physiquement et moralement. Mais qui s'en soucie ? L'État a décidé de sacrifier la santé des Français pour s'inspirer du modèle américain, alors on court à la catastrophe humaine. Une catastrophe que dénoncent et craignent chaque jour les médecins. »

« Un infirmier pour 22 patients, ça n'existe nulle part ailleurs ! »

Si le corps médical du centre hospitalier des Escartons a plusieurs fois clamé son inquiétude par le passé, l'heure semble à la résignation. « En tant que médecin, je n'approuve pas ce contrat de retour à l'équilibre financier, mais en tant que président de la commission médicale d'établissement (CME), je suis dans l'obligation de jouer la carte de l'apaisement après tant de tensions » admet le Dr Payan.

Même le Dr Duez, parmi les plus virulents quand le conflit social atteignait son paroxysme au printemps dernier, semble aujourd'hui accepter les réorganisations : « Je ne sais plus quoi dire, plus quoi faire pour faire entendre nos difficultés. Sur le plan humain, je déplore cette politique gouvernementale : Hollande est exactement dans la lignée de Sarkozy. C'est la même chose. La France fabrique du chôma-

ge. Et elle le fait bien. »

Pour le moment, le personnel s'adapte aux nouvelles contraintes organisationnelles. Les équipes compensent, là où les besoins se font les plus présents, là où l'urgence s'avère la plus prégnante. Le risque, c'est la décompensation. « J'ai parfaitement conscience que ce contrat de retour à l'équilibre financier est très exigeant et difficile à vivre pour les équipes. D'ailleurs, nous sommes certainement à la limite du tolérable et du possible en ce qui concerne les réductions d'effectifs. Ce sont des décisions qui ne passent pas bien. Je le sais. Mais quand la réorganisation des services sera effective, durant l'été, ça sera tenable. On a volontairement mis la charrue avant les bœufs parce qu'il y avait des impératifs à tenir pour obtenir des contreparties financières de l'ARS. Je ne nie pas des tensions et je n'incite pas à l'omerté, mais c'est mieux quand les difficultés sont traitées en interne car l'un des problèmes de cet établissement, c'est sa médiatisation négative. Or, il y a beaucoup de points positifs à mettre en avant » commente Pierre-Charles Pons.

Y.G.

Du côté des finances, des signes positifs



Le centre hospitalier doit régler ses problèmes financiers.

→ L'hôpital vient de toucher 840 000 euros d'aide exceptionnelle de l'État en raison de son isolement : c'était inscrit dans le Cref ?

« Non, cette aide n'était pas inscrite. C'est un bon coup de pouce pour sécuriser le Cref. J'estime que c'est une aide stabilisée dans le temps. Du moins je l'espère. On savait que la ministre de la Santé travaillait sur ce dossier, depuis son arrivée en 2012, pour compenser les effets de la tarification à l'activité sur les hôpitaux isolés. Ces 840 000 euros, c'est une bonne nouvelle. Il s'agit d'une aide nationale qui vient s'ajouter à l'aide

régionale de l'ARS, car l'isolement figure aussi dans les 3,3 millions d'euros d'aides de l'ARS. »

→ La dette de l'hôpital avoisine les 35 millions d'euros dont 15 millions d'emprunts dits toxiques. Avez-vous eu le temps de travailler sur ce dossier ?

« C'est un dossier compliqué, traité... mais pas réglé. L'hôpital a contracté deux emprunts à risques. L'un est actif, l'autre le sera en 2017. On essaye de sortir de ces emprunts dans le cadre d'une politique nationale et on attend une réponse au dernier semestre 2015. »